



## Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de  
l'École polytechnique

**43 | 2009**

**Officiers polytechniciens**

---

# Le général Louis André, l'affaire Dreyfus et l'affaire des « fiches »

**Serge Doessant**



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/177>

ISSN : 2114-2130

### Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 26-27

ISBN : ISSN N° 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

### Référence électronique

Serge Doessant, « Le général Louis André, l'affaire Dreyfus et l'affaire des « fiches » », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 43 | 2009, mis en ligne le 20 août 2009, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/177>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© SABIX

---

# Le général Louis André, l'affaire Dreyfus et l'affaire des « fiches »

Serge Doessant

---

- 1 Le général André est commandant de l'École polytechnique lorsqu'en décembre 1894 débute l'affaire Dreyfus par la condamnation du capitaine (X1878). Il est alors, comme presque tout le monde, antidreyfusard, car il ne peut imaginer, lui le militaire dans l'âme, que les sept juges du conseil de guerre se sont unanimement trompés. Louis André avait été nommé un an avant au commandement de l'École alors que le général Auguste Mercier était ministre de la Guerre. Or c'est Mercier (X1852) qui a déclenché toute l'Affaire, puis a fourni au conseil de Guerre un « dossier secret », non communiqué à Dreyfus et à son avocat, dont les pièces se révéleront être des faux montés par l'État-major. C'est ce dossier secret qui a emporté la conviction des juges.
- 2 Le général André est un cas très rare d'officier de haut rang dont l'opinion va évoluer en faveur de Dreyfus. Ses premiers doutes vont naître lorsque, quittant l'École polytechnique, il est nommé en mars 1897 au Mans, à la tête de l'artillerie du IV<sup>e</sup> corps d'armée, dont le chef n'est autre que Mercier lui-même<sup>1</sup>. Ce dernier lui fait part, en avant-première, de sa future déposition au procès Zola où il est cité comme témoin. On sait que l'illustre écrivain, dans sa fameuse lettre « J'accuse » du début de 1898, avait alors vivement mis en cause les méthodes de l'État-major. Or Louis André ne sera pas du tout convaincu par les explications que Mercier se proposait de fournir au procès Zola. Les dépositions courageuses d'officiers devant le conseil de guerre de Rennes qui, en 1899, rejugeait Dreyfus après l'annulation du premier verdict par la Cour de cassation, feront basculer définitivement le général André du côté des partisans de la recherche de la vérité. Que des officiers, dont Sébert (X 1860), qui pour la plupart avaient d'ailleurs préféré quitter l'armée, s'attachent à démontrer que Dreyfus était innocent avait fini de le convaincre.
- 3 Finalement, le verdict de Rennes sera incompréhensible : Dreyfus était de nouveau déclaré coupable de haute trahison, mais... avec circonstances atténuantes ! L'infortuné capitaine sera gracié par le président de la République, Émile Loubet. Mais Dreyfus et ses

partisans vont continuer de demander la reconnaissance de sa complète innocence, ce que le gouvernement refusera longtemps, par crainte d'indisposer l'État-major.

- 4 La situation va changer lorsque le général André devient lui-même ministre de la Guerre. Répondant à un fameux discours de Jean Jaurès d'avril 1903, il s'engage à mener une « enquête personnelle » au ministère afin de déterminer dans quelles conditions le dossier d'accusation contre Dreyfus avait été monté par l'État-major. Ce qu'il découvre alors avec le capitaine Targe, son officier d'ordonnance (X 1885), dépasse l'imagination : des pièces favorables à Dreyfus n'ont pas été communiquées aux juges ou ont été falsifiées pour le confondre ; des pièces à charge ont été purement et simplement fabriquées ; des faux en écriture ont été commis au service du contre-espionnage. Le général André va avoir beaucoup de mal à convaincre le gouvernement Combes, auquel il appartenait, de communiquer ces découvertes à la Cour de Cassation. Mais pour lui, il en allait de l'honneur de l'armée et son autorité, qui était grande, et il a finalement emporté la décision. La Cour de Cassation, au terme d'une enquête fleuve de près de trois ans, va innocenter définitivement le malheureux capitaine en 1906 dans un arrêt dont un attendu est resté célèbre :

« Attendu, en dernière analyse, que de l'accusation contre Dreyfus, plus rien ne reste debout ; et que l'annulation du jugement du conseil de guerre ne laisse rien subsister qui puisse à sa charge être considéré comme crime et délit. »

- 5 C'était le 12 juillet 1906, et Louis André avait démissionné du gouvernement en novembre 1904, à la suite de l'affaire des fiches. Il ne sera pas même invité à la cérémonie de réhabilitation de Dreyfus à l'École militaire.
- 6 L'affaire des fiches est indissociable de l'affaire Dreyfus. Car les milieux antidreyfusards ne pardonneront jamais au général André d'avoir rouvert le dossier du capitaine. Nommé ministre de la Guerre en mai 1900, il a d'emblée exigé des officiers, dont beaucoup s'étaient prononcés publiquement contre Dreyfus voire contre la République, qu'ils fassent désormais preuve de fidélité envers les institutions. L'Affaire avait montré les déviances de l'État-major et une évidence s'imposait : les officiers étaient plus conservateurs sous la Troisième République que sous le Second Empire. Aussi souhaiterait-il favoriser l'avancement des officiers républicains. Or ceux-ci se faisaient très discrets par crainte pour leur avancement.
- 7 C'est alors qu'on a l'idée de recourir aux renseignements des préfets et de la Sûreté générale, puis des « associations républicaines », dont le Grand Orient de France, qui avait l'avantage de disposer de loges dans toutes les villes de garnison. On recueille ainsi des milliers de fiches de renseignements sur les officiers. Mais celles-ci ne portent que sur les convictions religieuses des intéressés : « Va à la messe » ou « A assisté à la communion de sa fille ». Elles étaient peu susceptibles de fournir des arguments pour ou contre une promotion lorsque l'on sait aussi que la femme et les deux enfants du ministre étaient eux-mêmes des catholiques très pratiquants. D'ailleurs, le Grand Orient protestera contre des promotions d'officiers pour lesquels il avait fourni des renseignements défavorables. C'est une trahison au Grand Orient de France qui fait venir l'affaire devant la Chambre des députés. Le général André démissionne le 15 novembre 1904. Contrairement à une légende tenace, il n'a jamais été franc-maçon.
- 8 Depuis, il fait l'objet d'un étonnant ostracisme. On oublie qu'il a été le rénovateur de l'artillerie française, ce qui fut bénéfique pendant la Grande Guerre. On oublie ou on critique ses réformes, qui paraissent aujourd'hui de bon sens, et sur lesquelles d'ailleurs personne ne reviendra : l'avancement des officiers ne relève plus que du ministère de la

Guerre, en lieu et place de commissions constituées uniquement de généraux ; le ministre a désormais autorité sur l'État-major de l'armée ; les régiments d'artillerie sont rattachés aux divisions et non plus aux corps d'armée, de façon à faciliter la « liaison des armes » en cas de conflit.

- 9 Pire encore est porté à sa charge : les graves revers subis en 1914, avant et après la Marne, seraient dus aux généraux qui, promus au temps où le général André était ministre, étaient par ce fait même « incompetents ». Louis André avait pourtant, en 1914, quitté le ministère depuis 10 ans déjà... Quand on examine cette question du strict point de vue historique, on s'aperçoit, au contraire, que tous les grands chefs de la Première Guerre mondiale ont été promus par lui entre 1900 et 1904. Car le général André était avant tout un militaire. D'esprit très indépendant, il a mécontenté la droite, qui l'accusait de désorganiser l'armée, et la gauche qui lui reprochait de ne pas aller assez loin dans la républicanisation de ses cadres. Sa situation était, on le voit, bien inconfortable.
- 10 Louis André a été l'un des rares généraux à prendre parti très tôt pour la République, et c'est le grand intérêt de cette forte personnalité. Rien, en effet, dans ses origines familiales, ne pouvait le laisser prévoir. Il a été un dynamique commandant de l'École polytechnique, entre 1893 et 1896, et la lettre acquise par la SABIX rappelle opportunément son rôle lors du centenaire de l'École. On peut certes préférer le ministre de l'affaire Dreyfus au ministre de l'affaire des fiches. Mais la vie et l'action du général André forment un tout et, mort il y a près de cent ans en mars 1913 à Dijon, il appartient désormais à l'histoire.
- 

## NOTES

1. Mercier avait été ministre de la Guerre de décembre 1893 à février 1895, date à laquelle il est remplacé par Émile Zurlinden (X1856), qui fut lui aussi antidreyfusard. Mercier est alors nommé à la tête du IV<sup>e</sup> Corps d'armée.

---

## AUTEUR

**SERGE DOESSANT**

Historien et conférencier

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris